

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

**PARTIE PERMANENTE**  
**Marine nationale**

**INSTRUCTION N° 142/DEF/DCCM/ADM/UNITES**

relative à la mise en oeuvre des modalités d'application de la procédure d'homologation des motifs symboliques dans la marine.

*Du 22 avril 2005*

**INSTRUCTION N° 142/DEF/DCCM/ADM/UNITES relative à la mise en oeuvre des modalités d'application de la procédure d'homologation des motifs symboliques dans la marine.**

*Du 22 avril 2005*

NOR D E F B 0 5 5 0 8 5 9 J

---

*Références :*

- a). Code de la propriété intellectuelle.
- b). Circulaire 249 /DEF/CEMM du 13 mai 2004 (BOC, p. 3147).

*Pièce(s) Jointe(s) :*

Deux annexes.

*Classement dans l'édition méthodique :* BOEM 143.6.

*Référence de publication :* BOC, 2005, p. 2835.

---

La présente instruction a pour objet de définir les modalités pratiques d'application des dispositions de la circulaire citée en référence *b)*, relative à la symbolique militaire dans la marine.

## 1. GÉNÉRALITÉS.

La plupart des formations de la marine disposent d'un motif symbolique, en général reproduit sur leur fanion, dont les procédures d'homologation sont définies dans la circulaire précitée.

Il est souvent fait appel au préalable à un artiste, une personne privée, ou une société extérieure à la marine, lors d'un contrat de commande ou d'un concours externe. Il importe alors que l'exploitation ou la reproduction de l'oeuvre soient conformes aux règles de la propriété intellectuelle, définies dans le code cité en référence *a)*.

Ces modalités d'exploitation concernent :

- la cession des droits d'auteur en faveur de la marine ;
- la cession exclusive des droits d'auteur sur les oeuvres dérivées.

## 2. LA CESSION DES DROITS D'AUTEUR EN FAVEUR DE LA MARINE.

### 2.1. Les droits de l'auteur.

L'exploitation et notamment la reproduction des symboliques par la marine ou par la marine requièrent au préalable une cession des droits d'exploitation reconnus légalement à l'auteur.

Pour être efficace et opposable, la cession des droits fait l'objet d'un contrat écrit et doit prévoir de manière détaillée quels sont les droits faisant l'objet de la transmission.

Par ailleurs l'auteur dispose des prérogatives inaliénables que sont le droit au respect de son nom, de sa qualité et de son oeuvre.

Enfin, en matière de propriété littéraire et artistique, le principe est fondé sur la rémunération proportionnelle de l'auteur, c'est-à-dire totale, partielle ou forfaitaire.

## **2.2. L'application du droit au sein des formations de la marine.**

2.2.1. Afin de respecter les dispositions légales évoquées ci-dessus et de matérialiser le transfert des droits, il convient, lorsque la symbolique a été réalisée par un artiste ou une société privée extérieure à la marine, de rédiger un contrat de cession des droits d'auteur, signé conjointement par l'artiste et le commandant de formation.

Ce contrat, dont un exemplaire type est joint en annexe I, devra notamment comporter des dispositions concernant :

- la détermination de l'oeuvre ;
- l'objet, la nature et l'étendue des droits cédés ;
- la durée des droits cédés ;
- la désignation du nom de la société ou de l'artiste ;
- la rémunération forfaitaire consentie sur les droits cédés.

Copie de ce contrat doit être jointe à la demande d'homologation adressée au chef d'état-major de la marine, sur avis du service historique de la défense.

Lorsque la symbolique a été réalisée par l'équipage ou plusieurs membres de la marine ou agents de l'État, sans qu'il soit possible de distinguer ou d'individualiser leurs contributions, la rédaction d'un contrat de cession de droits d'auteur n'apparaît pas nécessaire. La publication au *Bulletin officiel* de la décision d'homologation est alors suffisante.

Enfin, dans le cas où la symbolique est réalisée par un seul membre d'équipage ou un agent de l'état, il est conseillé, aux fins d'opposabilité, de rédiger un contrat de cession conforme au contrat type proposé en annexe I.

2.2.2. L'application des prescriptions légales issues du code de la propriété intellectuelle impose par ailleurs que la marine soit cessionnaire à titre exclusif :

- du droit de reproduction, c'est-à-dire la fixation matérielle de l'oeuvre par tous procédés permettant de communiquer au public : imprimerie, photographie, moulage, procédé d'art graphique et plastique ;
- du droit d'adaptation, c'est-à-dire le droit de modifier les dimensions du dessin, ainsi que le droit d'effectuer toute adaptation rendue nécessaire par le transfert de l'oeuvre sur un autre support (tape de bouche, coupelle, vêtement, objets...) ;
- du droit de représentation, comprenant notamment la projection publique, la télédiffusion par voie hertzienne, câble ou satellite, la vidéo ou la télématique.

Mention est portée dans le contrat de cession, conformément au projet joint en annexe I.

Il est précisé que la mention relative au nom de l'auteur sur les articles de représentation ne doit pas être garantie par la marine, et que la marine a entière liberté de choix de l'oeuvre dérivée du dessin ou du modèle, quel qu'en soit le support ou le matériau, ainsi que du choix du fabricant. Ces clauses doivent être ajoutées au contrat de cession.

## **3. LA CESSION EXCLUSIVE DES DROITS D'AUTEUR SUR LES OEUVRES DÉRIVÉES.**

Lorsque la marine remet l'oeuvre à une société ou éventuellement un artiste, afin qu'elle soit adaptée pour permettre la fabrication de matrices ou de moules par exemple, il importe de garantir les droits de la marine sur les oeuvres dérivées.

Le commandant de la formation ou le président du comité de gestion de la coopérative, le directeur du foyer de la formation, ou à défaut le directeur du foyer des coopératives rédigent à cette fin un contrat de cession des droits des oeuvres dérivées, dont un modèle est donné en annexe II.

### **3.1. Les droits du fondeur ou du sérigraphiste.**

Le fondeur peut se prévaloir de la qualité de coauteur, si l'oeuvre finale porte l'empreinte de sa personnalité, et traduit par conséquent une interprétation personnelle du dessin ou du modèle.

Afin d'éviter cette ambiguïté, le contrat de cession pourra stipuler que le fondeur s'interdit de porter atteinte à l'exclusivité de la marine d'exploiter l'oeuvre.

En revanche la possibilité de qualifier de coauteur le sérigraphiste est quasiment nulle. Il est alors considéré comme un simple exécutant et ne peut revendiquer, à ce titre, aucun droit de propriété intellectuelle sur la sérigraphie.

Une copie de ce contrat de cession des droits d'auteur sur les oeuvres dérivées doit être adressée au foyer des coopératives du port d'attache ou au foyer de la formation ou le cas échéant à la coopérative de la formation, avant que les commandes ne soient formulées auprès d'éventuels fournisseurs. Le foyer des coopératives, le foyer de la formation ou la coopérative archive cette copie.

### **3.2. La propriété de la matrice du moule.**

En général, la propriété de la matrice du moule est acquise au fondeur, en vertu du principe de la distinction entre l'oeuvre, dont les droits sont cédés, et son support.

Cependant, rien n'interdit de prévoir contractuellement l'acquisition de la matrice, pouvant donner lieu au paiement d'une somme forfaitaire, ou intégration dans le prix de chaque article acheté.

Si tel n'est pas le cas, il peut paraître opportun de préciser que le fondeur garantit à la marine l'exercice paisible et exclusif des droits d'exploitation de l'oeuvre, et s'interdit notamment d'exploiter l'oeuvre personnellement ou par l'intermédiaire d'un tiers, et plus largement de fabriquer des exemplaires de l'oeuvre à l'exception de ceux dûment commandés par la marine.

## **4. LES CONTRÔLES.**

### **4.1. Contrôle interne.**

Le commandant ou son délégué, dans le cadre du contrôle interne de l'administration de sa formation s'assure notamment :

- que la signature du contrat de cession de droits d'auteur est effective avant demande d'homologation ;
- que la signature d'un contrat de cession des droits d'auteur sur les oeuvres dérivées est effective, avant établissement de commandes auprès d'éventuels fournisseurs ;
- lors du contrôle de la provenance des objets de représentation, que ceux-ci ne proviennent pas de surmoulages.

Le foyer des coopératives, le foyer de formation ou la coopérative s'assure par ailleurs avant toute commande d'articles dérivés, qu'elles s'appuient sur un contrat de cession de droits sur les oeuvres dérivées.

#### **4.2. Contrôle externe.**

Dans le cadre de leurs opérations de surveillance administrative, les services administratifs et financiers (SERVAFIM) du commissariat de la marine ou les directions interarmées du commissariat (DICOM) hors métropole s'assurent que les prescriptions de la présente instruction ont été correctement mises en oeuvre.

Pour la ministre de la défense et par délégation :

*Le commissaire général, directeur central du commissariat de la marine,*

Pierre-Marie ARRECKX.

ANNEXE I.  
**CONTRAT DE CESSION DES DROITS D'AUTEUR.**

Entre :

M. ou Mme

Ci-après dénommé l'artiste ou

La société représentée par M. ou Mme

Ci-après dénommée la société

Et :

La marine nationale représentée

Par le (grade)... commandant (nom de la formation)...

Il est convenu ce qui suit :

Article premier.

**Détermination de l'oeuvre.**

La cession porte sur le dessin réalisé pour la symbolique du (nom de la formation) dont une copie est annexée à la présente convention.

Article 2.

**Objet, nature et étendue des droits cédés.**

La société ou l'artiste cède à la marine nationale, à titre exclusif, les droits de reproduction, de représentation et d'adaptation afférents au dessin. La société ou l'artiste garantit à la marine nationale qu'il est bien l'auteur du dessin en cause, que celui-ci est original et qu'il peut librement céder ses droits y afférant.

La société ou l'artiste garantit à la marine nationale l'exercice paisible et exclusif des droits sur les oeuvres dérivées, à savoir les droits d'exploitation, d'adaptation et de représentation des oeuvres dérivées, objet de la présente cession.

Le droit de reproduction comprend le droit de reprendre le dessin sur tout support connu ou à venir, et notamment, les tapes de bouche, coupelles, vêtements, insignes, ouvrages, posters, affiches, présentoirs, tissus, véhicules, disquettes informatiques, cédérom, sans que cette liste soit limitative.

Le droit de représentation comprend notamment la projection publique, la télédiffusion par voie hertzienne, câble, ou satellite, la vidéo, la télématique, sans que cette liste soit limitative.

Le droit d'adaptation comprend notamment le droit de modifier les dimensions du dessin, ainsi que le droit d'effectuer, lors du passage à la fabrication industrielle, toute adaptation rendue nécessaire par le transfert du dessin sur un autre support tel que ceux précités, sans que cette liste soit limitative.

La société ou l'artiste reconnaît à la marine nationale une entière liberté quant au choix de la personne ou de la société à qui est confiée l'adaptation du dessin et quant au choix de l'oeuvre dérivée du dessin, et cela quel qu'en soit le support ou le matériau.

Article 3.

**Durée des droits cédés.**

La société ou l'artiste cède les droits précités à la marine nationale, pour le monde entier et pour toute la durée que confère la protection des droits d'auteur.

Article 4.

**Désignation du nom de la société ou de l'artiste.**

Sauf renonciation expresse de la part de la société ou de l'artiste, la marine nationale s'efforcera de permettre l'identification de la société ou l'artiste chaque fois qu'une telle mention n'est pas contraire à la finalité collective de la symbolique devant laquelle doit s'effacer toute référence à un individu ou une société.

À cette fin, la société ou l'artiste consent expressément à ce que la référence à son nom ne figure notamment pas sur les fanions, les bâtiments, les véhicules et les aéronefs reproduisant la symbolique ou sur tout autre support.

Article 5.

**Rémunération forfaitaire des droits cédés.**

Pour la cession de ces droits, la société ou l'artiste percevra une rémunération forfaitaire de ... euros sous forme de bons d'achat, en espèces ou ....

Pour la cession de ces droits, l'artiste ou la société recevra un témoignage de satisfaction du commandant de ....

Article 6.

**Opposabilité, transmission.**

Le présent contrat de cession est opposable et transmissible aux héritiers et ayant droit de la société ou l'artiste.

Article 7.

**Droit applicable, juridictions compétente.**

Le présent contrat de cession est soumis au droit français. En cas de conflit relatif à l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, le tribunal de grande instance du ressort du département de localisation de la formation est seul compétent.

Fait à ...

Le ...

ANNEXE II.  
**CONTRAT DE CESSION DES DROITS D'AUTEUR SUR LES OEUVRES DÉRIVÉES.**

Entre :

La société représentée par M. ou Mme

Ci-après dénommée la société

Et :

La marine nationale représentée

Par le (grade) ... commandant (nom de la formation)...

Ou le ..., directeur du foyer

Il est convenu ce qui suit :

Article premier.

**Détermination de l'oeuvre dérivée.**

La marine nationale est le titulaire exclusif des droits d'auteur portant sur le dessin annexé aux présentes, représentatif de la symbolique du .... La marine nationale a remis ce dessin à la société ... afin qu'elle l'adapte pour permettre la fabrication de la matrice, des moules de tapes de bouche et/ou des insignes, des coupelles et de leurs dérivés (porte-clés, coupe-papier, taste-vin, broderie, teeshirt, etc.). La cession porte sur ladite adaptation sur laquelle la société détient des droits d'auteur sur les oeuvres dérivées.

Article 2.

**Objet, nature et étendue des droits cédés.**

La société cède à la marine nationale, à titre exclusif, ses droits d'auteur sur les oeuvres dérivées comportant les droits de reproduction, de représentation et d'adaptation afférents au dessin.

Le droit de reproduction comprend le droit de reproduire le dessin sur tout support connu ou à venir, et notamment, les tapes de bouche, coupelles, vêtements, insignes, ouvrages, posters, affiches, présentoirs, tissus, véhicules, disquettes informatiques, cédérom, sans que cette liste soit limitative.

Le droit de représentation comprend notamment la projection publique, la télédiffusion par voie hertzienne, câble, ou satellite, la vidéo, la télématique, sans que cette liste soit limitative.

Le droit d'adaptation comprend notamment le droit de modifier les dimensions du dessin, ainsi que le droit d'effectuer, lors du passage à la fabrication industrielle, toute adaptation rendue nécessaire par le transfert du dessin sur un autre support tel que ceux précités, sans que cette liste soit limitative.

La société reconnaît à la marine nationale une entière liberté quant au choix de la personne ou de la société à qui est confiée l'adaptation du dessin et quant au choix de l'oeuvre dérivée du dessin, et cela quel qu'en soit le support ou le matériau.

Article 3.

**Durée des droits cédés.**

La société cède les droits sur les oeuvres dérivées précitées à la marine nationale, pour le monde entier et pour toute la durée que confère la protection des droits d'auteur sur les oeuvres dérivées.



Article 4.

**Désignation du nom de la société ou de l'artiste.**

Sauf renonciation expresse de la part de la société, la marine nationale s'efforcera de permettre l'identification de la société chaque fois qu'une telle mention n'est pas contraire à la finalité collective de la symbolique devant laquelle doit s'effacer toute référence à un individu ou une société.

À cette fin, la société consent expressément à ce que la référence à son nom ne figure notamment pas sur les fanions, les bâtiments, les véhicules et les aéronefs reproduisant la symbolique ou sur tout autre support.

Article 5.

**Rémunération forfaitaire des droits cédés.**

Pour la cession de ses droits dérivés précités à la marine nationale, la société percevra une rémunération forfaitaire de ... euros.

La société garantit à la marine nationale, l'exercice paisible et exclusif des droits sur les oeuvres dérivées, à savoir les droits d'exploitation, d'adaptation ou de représentation des oeuvres dérivées objet de la présente cession.

À ce titre la société s'interdit notamment d'exploiter l'oeuvre personnellement ou par l'intermédiaire d'un tiers, et plus largement de fabriquer des exemplaires des oeuvres dérivées à l'exception de ceux dûment commandés par la marine nationale.

La société cède à la marine nationale la propriété de la matrice de (tape de bouche, insigne, coupelle) moyennant le paiement forfaitaire de la somme de ... euros.

Article 6.

**Opposabilité, transmission.**

Le présente contrat de cession est opposable et transmissible aux héritiers et ayant droit de la société ou l'artiste.

Article 7.

**Droit applicable, juridiction compétente.**

Le présent contrat de cession est soumis au droit français. En cas de conflit relatif à l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, le tribunal de grande instance du ressort du département de localisation de la formation est seul compétent.

Fait à ...

Le ...